



Les leçons politiques de la bataille du Code Forestier



Quoi qu'il adienne du nouveau Code, le comportement de la base (pas tellement) alliée sert d'alerte au gouvernement pour de futures oppositions autour de thèmes de grande importance pour la société. Au final, jusqu'où la présidente Dilma peut-elle compter sur les partis du centre et avec le PMDB, son plus grand allié en termes numériques?

Par Mauricio Thuswohl - *Carta Maior* - mai 2011 -

http://www.cartamaior.com.br/templates/colunaMostrar.cfm?coluna_id=5052

Traduction : Philippe Roman pour Autres Brésils

Le mouvement autour du vote des modifications du Code Forestier à la Chambre des Députés est jusqu'à ce jour l'épisode politique le plus intéressant du gouvernement Dilma Rousseff. Plus qu'une simple et déjà traditionnelle dispute entre deux secteurs antagonistes de la société – ruralistes et environnementalistes – qui occupent les espaces et ministères dans la gestion pétiste depuis les débuts du gouvernement Lula, la bataille politique des dernières semaines sert finalement de ligne de faille entre quelques groupes d'intérêt à l'intérieur de la large base parlementaire du gouvernement. Quel que soit le dénouement du nouveau Code, le comportement de la base (pas tellement) alliée sert d'alerte au gouvernement pour de futures oppositions autour de thèmes de grande importance pour la société.

Finalement, jusqu'où la présidente Dilma peut-elle compter sur les partis du centre et sur le PMDB, son plus grand allié em termes numériques ? Pourra-t-elle compter sur les parlementaires de ces partis quand le troisième gouvernement pétiste, par l'intermédiaire du Ministère des Communications, s'efforcera d'approfondir les conquêtes relatives à la démocratisation des moyens de communication ? Pourra-t-elle compter sur eux quand le Ministère de la Justice décidera de se pencher sur les archives de la dictature ? Les ministres Paulo Bernardo et Maria do Rosário peuvent déjà se faire du souci.

La ministre de l'Environnement, Izabella Teixeira, peut en témoigner, elle qui en a bavé dans la dernière ligne droite des négociations sur le Code Forestier. Malgré le lâcher de lest qui lui



a permis d'obtenir plus aisément un accord avec le collègue péemdébiste Wagner Rossi, du Ministère de l'Agriculture, que ses prédécesseurs dans les affrontements déjà historiques 'Marina Silva vs Roberto Rodrigues' ou 'Carlos Minc vs Reinhold Stephanes', Izabella a fini par lâcher prise à l'intérieur des sables mouvants de la base alliée. Otage du rapporteur du sujet à la Chambre, le député fédéral Aldo Rebelo (PcdoB¹-SP), le Ministère de l'Environnement a fini par être poussé à des reculs successifs sans que cela se reflète dans des concessions concrètes dans le rapport.

Qui connaît le PcdoB sait qu'une part considérable des figures de proue du parti ont à propos des questions environnementales et productives une vision qui remonte à la fin du 19^{ème} siècle. Mais la posture d'Aldo Rebelo a tout de même causé surprise et gêne à l'intérieur du gouvernement. Le député communiste n'a jamais caché ses idées favorables au renforcement de l'agrobusiness comme instrument primordial pour le développement du pays, mais c'est sa posture dans le petit commerce de la négociation politique qui a mis le Planalto² mal à l'aise. A plus d'une reprise Aldo a conclu des accords avec le gouvernement et s'est rétracté après avoir consulté les leaders du lobby ruraliste. La goutte d'eau pour le gouvernement est arrivée quand le député s'est présenté à une réunion prétendument définitive avec le ministre de la Casa Civil³ Antonio Palocci sans même apporter une ébauche de son rapport. C'est à ce moment que le Planalto a commencé à travailler avec l'hypothèse du report du vote.

Palocci a pu affûter sa musculature au cours des dernières semaines de négociation, et la Casa Civil a fini par prendre la place du Ministère de l'Environnement dans le rôle de principal interlocuteur du mouvement socio-environnementaliste à l'intérieur du gouvernement. Le mécontentement du ministre à propos du rapport d'Aldo et sa méfiance par rapport au comportement de la base alliée ont été fondamentaux pour que le gouvernement recule sur le vote.

Le gouvernement Dilma est passé très près d'une victoire politique que même Lula n'avait pas conquise. Il serait naïf de croire en une réforme du Code Forestier sans aucune concession aux ruralistes et, à partir de cette sereine conviction de la présidente et des ministres engagés dans la question, un accord devait de fait être trouvé. Cependant, la hâte avec laquelle les parlementaires ruralistes veulent avancer, ajoutée au comportement tortueux du rapporteur ont fini par gripper le processus.

Désormais il revient au gouvernement, sous la baguette de Palocci, d'éviter l'approbation d'une réforme du Code Forestier qui fasse reculer le Brésil sur sa politique environnementale, avec d'éventuelles conséquences internationales. Finalement, pour les forces progressistes qui composent le gouvernement et pour la présidente Dilma Rousseff, l'alerte demeure à propos de futurs désajustements de la base alliée pendant l'évaluation de thèmes contraires aux intérêts des secteurs conservateurs de la société brésilienne.

¹ [Parti Communiste du Brésil \(NdT\)](#)

² Désigne la présidence de la république fédérale du Brésil, du nom du palais présidentiel (NdT).

³ Le ministre de la *Casa Civil* est le numéro un du gouvernement, c'est l'équivalent du premier ministre.